

concernant les réclamations des pêcheurs de phoques en question, il vaudrait peut-être mieux suspendre la discussion de cette interpellation jusqu'à ce que les documents demandés soient déposés devant nous. Je présume que ces documents nous feront connaître les raisons pour lesquelles la sentence arbitrale a été rendue par M. le juge Audette, et aussi pourquoi aucune indemnité supplémentaire ne doit être accordée. Je verrai à ce que ces documents soient déposés sur le bureau de la Chambre, et alors à la lumière des renseignements fournis par ces documents, la Chambre pourra discuter plus intelligemment ce dont il s'agit.

L'interpellation est suspendue.

LE PAIN NATUREL

MOTION

L'honorable J.-P.-B. CASGRAIN propose :

Qu'au jugement du Sénat, l'on devrait aussitôt que possible, pour le temps de la guerre, se mettre à fabriquer au Canada du pain naturel.

La motion dont je viens de donner lecture soulève une question qui est et qui n'a pas cessé d'être, depuis des années, d'une vive actualité. Je puis dire tout de suite que c'est sans aucun doute la plus importante sur laquelle il m'ait jamais été donné d'attirer l'attention de mes honorables collègues, depuis dix-sept ans que j'ai l'honneur de siéger parmi eux. C'est une question surtout importante aux temps que nous traversons : durant la guerre. Vous voudrez bien m'accorder quelque indulgence, honorables messieurs, pour le décousu de mon exposé. Si par là je fais tort à quelqu'un, ce sera bien tout d'abord à moi-même, pour m'être trop brièvement préparé.

Je prétends que cette question du pain naturel est d'une telle urgence, qu'il importe de la signaler sans perdre un seul instant à l'attention du Gouvernement. A ceux qui auront la patience de m'écouter, j'apporterai, je l'espère, la conviction que la même quantité de blé qui, convertie en pain naturel, nourrirait 85 personnes, n'en nourrit que 62, transformée en pain blanc. Si ce n'est pas là un fait digne de l'intérêt de cette Chambre, je n'en connais point qui le soit.

Ce fait, comment l'ai-je appris? J'en dois l'avantage au journal "La Presse", de Montréal, lequel a, de beaucoup, le plus fort tirage de tous les journaux canadiens. Je crois que la "Presse" dépasse d'environ 40,000 exemplaires tout autre quotidien au pays. Elle tire à quelque 140,000; je me suis assuré du chiffre il n'y a pas plus de

cinq minutes. Le plus grand journal qui vient ensuite, le "Montreal Star", bien qu'il n'ait pas publié le chiffre de son tirage en ces derniers temps, prétend, autant que je sache, à 100,000. Conséquemment, la "Presse" tire à 40,000 exemplaires de plus que tout autre journal. Le rédacteur en est M. C.-A. Dansereau, le plus vieux journaliste peut-être de la Province de Québec si ce n'est du Canada tout entier,—un homme qui a tenu, ainsi que l'honorable représentant de Belleville (l'honorable sir Mackenzie Bowell) le sait bien, un rang éminent dans le parti qui est maintenant au pouvoir en ce pays,—un homme à qui la Providence semble avoir donné la faculté de tout apprendre. Grâce à son fonds immense d'érudition, M. Dansereau est en état de tenir ses lecteurs au courant de toutes les découvertes scientifiques qui tendent à rendre la vie meilleure. Il est également en état de les tenir au courant de toutes les découvertes qui tendent à favoriser l'avancement de l'agriculture par la chimie. Ce fut une campagne menée par son journal l'hiver dernier qui m'apprit les faits que je viens de mentionner, et dont la révélation m'émerveilla. La campagne en question avait commencé à la suite d'un livre dû à la plume du docteur Aurèle Nadeau, du comté de la Beauce, dans la Province de Québec. Ce livre, préfacé par le docteur Arthur Rousseau, médecin éminent de la ville de Québec, et publié sous les auspices du gouvernement de la Province, est intitulé: "La Grande Erreur du Pain Blanc".

Revenant au fait que je signalais il y a un instant, je demande maintenant si nous avons le droit, durant la guerre, de sacrifier environ le tiers de nos récoltes à seule fin de nous procurer une farine de blancher immaculée, dépouillée des substances les plus indispensables au bien-être de l'homme,—surtout lorsqu'il est connu que tous nos alliés, y compris notre mère-patrie l'Angleterre, ont déjà adopté le pain naturel, et que le Roi lui-même, depuis deux ans, n'en fait plus servir d'autre à sa table. Pourquoi perdrons-nous ainsi une partie de notre blé, sachant que la même quantité de blé qui, transformée en pain naturel, nourrirait quatre hommes, n'en peut nourrir que trois convertie en pain blanc?

Je n'entends pour cela jeter le blâme ni sur ce gouvernement, ni sur aucun autre. Ce n'est pas la première fois que je soulève ici la question du pain. C'est le Gouvernement qui règle toutes les questions relatives aux aliments. Le ministère des contributions indirectes, qui est spécialement chargé de cette tâche, fait rechercher sur